



Édito

Il faut surtout que les profs y croient

Didier Swysen
ÉDITORIALISTE

C'est la rentrée scolaire la plus importante depuis longtemps pour nos politiques. Alors qu'il ne reste que quelques mois de législature, déjà perturbés en octobre par les élections communales, ils doivent mettre sur les rails le Pacte pour un enseignement d'excellence, cette bible de 300 pages qui compoite (espère-t-on) les recettes pour améliorer les performances de 8 à 900.000 élèves francophones... ainsi que le bien-être des enseignants. Car un enseignant mal dans sa peau ne contribuera guère à l'épanouissement de ses élèves. Ce n'est pas gagné. Le Pacte, c'est le paradis des métaphores. Passons du ferro-

viaire (le train sur les rails) à l'aquatique. C'est un énorme vaisseau dont on change la course. Un navire sur lequel plus d'un acteur de terrain a déjà le mal de mer. Quatre ans que l'on parle du Pacte, vingt mois qu'il a été signé après des milliers d'heures de réunions. À part de louables efforts en matière de recrutement d'institutrices maternelles et d'aide aux directions, tout reste à faire. Au prix d'un paquet de décrets à signer rapidement, sous peine de rendre l'ensemble irrémédiablement bancal. Le temps passe et les acteurs de terrain doutent. Juste avant les vacances, les syndicats, qui ont pourtant validé le document, se sont heurtés à une forme de veto de leur base. C'est l'incompréhension pour ceux qui ont vécu ces centaines de réunions, mais ont peut-être trop longtemps travaillé « entre eux », oubliant de faire monter à bord enseignants et parents. Si le Pacte reste à la merci de coups de frein (ou de jarnac) politiques, sous cette législature ou la suivante, il ne réussira que si le terrain y croit. On veut espérer qu'il est encore temps, mais il est moins une quand même.

Il s'agit d'enseignants toujours rémunérés mais qui ne sont plus devant leur classe

Plus de 6.000 profs « fantômes » !

Il y a 6.088 enseignants (et membres des directions) « fantômes » en Wallonie et à Bruxelles, ce qui signifie qu'ils ne se trouvent plus devant leur classe, malgré le fait qu'ils restent à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Si l'on y ajoute quelques centaines, d'auxiliaires d'éducation ou de membres du personnel administratif, cela représente 5,8 % de personnel absent des établissements pour des raisons aussi diverses que la maladie, la disponibilité par défaut d'emploi ou la disponibilité précédant la pension de retraite...

Ce sont toujours des statistiques impressionnantes... et que l'administration relativise, puisque l'on parle de 6.839 personnes sur 117.739. Enfin, là, on évoque des équivalents temps plein, car dans la réalité, ce ne sont pas 117.739 personnes qui sont rémunérées dans les écoles de Wallonie et de Bruxelles, mais 131.991, étant entendu que tous ne disposent pas d'un horaire à temps plein.

Cela mérite bien un petit mot d'explication. Si l'on considère les équivalents temps plein, ce sont donc bien 6.839 personnes qui sont toujours rémunérées alors qu'on ne les croise plus dans

l'école où elles étaient affectées. Près de 90 % sont des enseignants ou des membres de la direction, soit 6.088 personnes. Qu'advient-il d'eux? 2.647 sont victimes d'une maladie de longue durée, d'un accident de travail, d'une suspension. Un gros millier de ces « fantômes » sont en mission ou en détachement. On en trouve plus de 330 en disponibilité

Il y a aussi 2.500 profs qui ne sont plus rémunérés

té par défaut d'emploi (ou perte partielle de charge) et 1.927 sont en DPPR, la fameuse disponibilité précédant la pension de retraite... En prépension, si vous préférez.

PLUS DE 100 MILLIONS D'EUROS

Évidemment, cela représente un budget conséquent. En 2017, on parlait de plus de 114 millions d'euros. Il y avait à l'époque environ 300 personnes supplémentaires dans cette situation.

Les statistiques connaissent d'ailleurs une courbe descendante depuis plusieurs années. Elles ont, en fait, fondu de 38 % ces trois dernières années. En 2015, Jean Hindriks, professeur de l'UCL, sor-

taut sa calculette et comptabilisait plus de 11.500 « fantômes ». Cela s'explique par la diminution importante des DPPR (préretraites) depuis que les conditions d'accès ont été durcies.

On peut aussi imaginer que l'on y regarde à deux fois avant de proposer un détachement ou de mettre quelqu'un en disponibilité par défaut d'emploi. À une époque où les pénuries d'emploi hantent les cauchemars des directeurs les moins émotifs...

La ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (cdH) rappelle que, dans le cadre du Pacte d'excellence, « le Groupe Central pro-

pose de mobiliser, sous certaines conditions, les enseignant(e)s en disponibilité pour l'accueil des enseignant(e)s débutant(e)s, des services pour l'établissement, de la remédiation, des remplacements de courte durée, etc. » Il y a sans doute aussi moins d'enseignants qui demandent une interruption de carrière ou une disponibilité pour convenance personnelle.

INTERRUPTIONS DE CARRIÈRE

C'est encore un autre aspect de ces statistiques : le personnel géré par l'administration de l'enseignement, mais qui n'est plus rémunéré : 2.487 personnes qui dé-

cident donc, par exemple, d'une interruption de carrière. On parle ici de « personnes physiques », pas d'équivalents temps plein. Désolé

si cela paraît quelque peu compliqué, mais les statistiques administratives sont ainsi faites.

L'administration explique même que les « effectifs physiques » représentent le seul total « sans doublons ». Dans ces fichiers-là, un enseignant est comptabilisé une seule fois, alors qu'il peut l'être plusieurs fois, en équivalent temps plein, si cette personne occupe deux charges à temps partiel dans deux écoles différentes, par exemple. Cela dit, même dans ces cas-là, cela fait toujours deux enseignants qui manquent, aux yeux des directeurs et des parents. ●

DIDIER SWYSEN

Rencontre avec des parents

Dans les grandes surfaces, c'est le rush

En ce premier septembre, le « doux » parfum de rentrée scolaire se fait de plus en plus présent. Il est désormais temps, pour les habitués de la dernière minute, de filer vers le magasin le plus proche afin de finaliser les achats de fournitures scolaires.

Et cette tendance des achats de dernière minute se perpétue, cette année encore, comme confirmé par l'enseigne Dream-

land « Cette semaine et la semaine prochaine sont les journées les plus chargées au niveau des achats de fournitures scolaires. De nombreux clients attendent la fin des vacances pour les courses de la rentrée. Il y a également de nombreux parents qui ne reçoivent la liste des fournitures de leurs enfants que lors des premiers jours d'école. D'où le rush dans les magasins lors de la première semaine de septembre. Nos magasins sont bien préparés à ce rush. Nous ne prévoyons pas de grands changements dans l'agencement du magasin ni de grosses actions, de sorte que nos collaborateurs puissent se focaliser sur le service au client ».

PAS DE BUDGET FIXE

De notre côté, nous nous sommes rendus dans quelques magasins afin de prendre la température auprès des clients. Première rencontre chez « Action » avec Emmanuel et Kadidja parents de quatre enfants : « Nous suivons la liste fournie par l'école de nos enfants à laquelle nous ajoutons le cartable, que nous changeons chaque année. Nous n'avons pas

défini de budget mais nous nous attendons à une rentrée assez chère ».

Un peu plus loin dans le rayon, nous rencontrons Savannah, une jeune fille qui se prépare à rentrer en troisième primaire. Afin de

préparer comme il se doit sa rentrée, elle est venue faire ses achats accompagnée de sa grande sœur. « Nous avons établi nous-mêmes la liste des achats à effectuer. Nous n'avons pas fixé de budget mais nous ne comptons pas acheter en fonction d'éventuelles « tentatives ». Cette année Savannah a principalement besoin d'un nouveau cartable, elle change chaque année, et de nouveaux cahiers ».

Changeons de magasin, nous voici désormais chez « Trafic » où nous rencontrons Muriel accompagnée de ses deux petites filles Capucine et Brune. Armée de la liste fournie par l'école, cette mère de famille nous confie changer les cartables tous les deux ans. Et cette année c'est au tour de Capucine d'en changer, et la fillette qui rentre en troisième maternelle sait exactement ce qu'elle veut ! Constance, la maman du jeune Will, quatre ans et demi, nous le confirme : des négociations ont parfois lieu au sujet des personnages à la mode que les enfants aimeraient voir sur l'ensemble de leurs fournitures : « Cars, Superman cela fait toujours rêver les enfants. Pour ma part j'accepte d'acheter les étiquettes à l'effigie de ces superhéros. Pour le reste, je n'achète pas de marques et le cartable est changé, environ, tous les trois ans ». ●

ARNAUD DESSILLY